

DISSERTATION

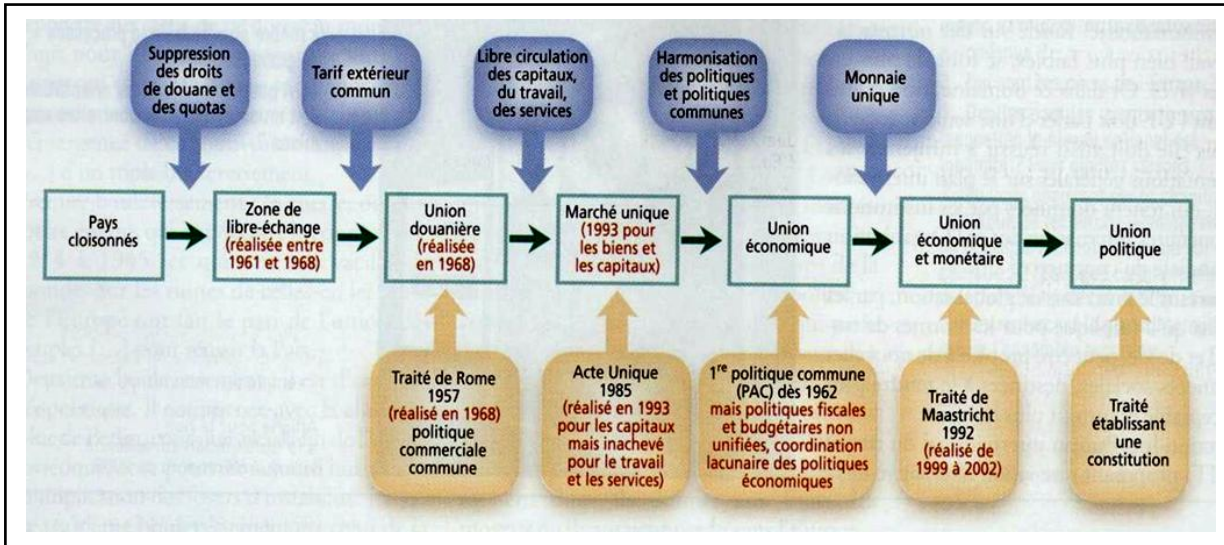
Il est demandé au candidat :

1. de répondre à la question posée explicitement ou implicitement dans le sujet ;
2. de construire une argumentation à partir d'une problématique qu'il devra élaborer ;
3. de mobiliser des connaissances et des informations pertinentes pour traiter le sujet, notamment celles figurant dans le dossier ;
4. de rédiger en utilisant un vocabulaire économique et social spécifique et approprié à la question, en organisant le développement sous la forme d'un plan cohérent qui ménage l'équilibre des parties.

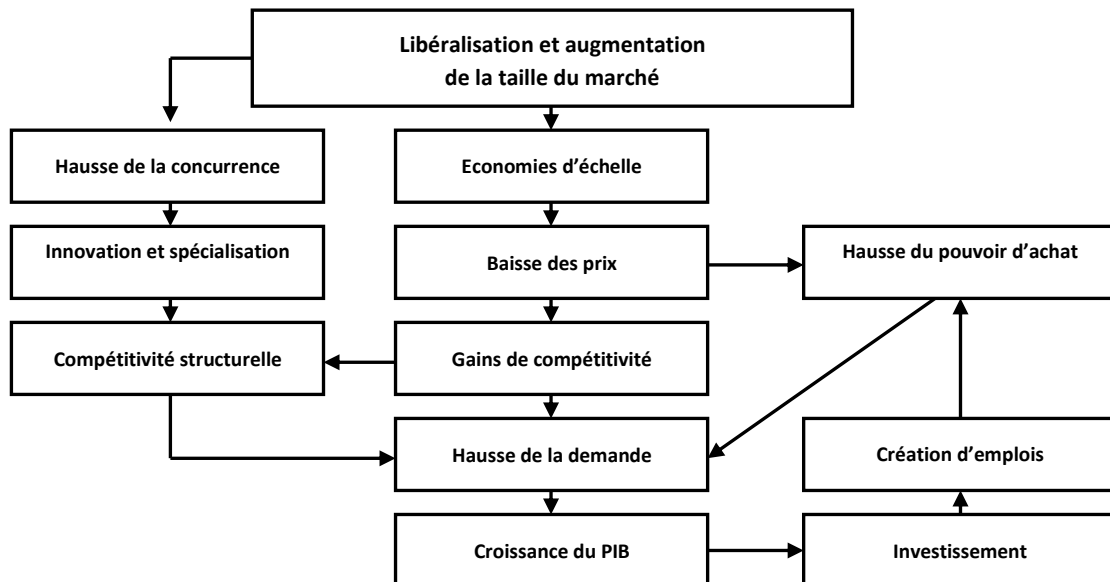
Il sera tenu compte, dans la notation, de la clarté de l'expression et du soin apporté à la présentation.

Sujet = Quel bilan économique peut on tirer de la construction de l'Union européenne ?

DOCUMENT 1 – Les étapes de la construction européenne



DOCUMENT 2 – Les avantages attendus de la création de l'union économique



DOCUMENT 3 –

Les partisans de l'Euro restent persuadés que l'Union économique monétaire (UEM) est bonne pour l'emploi. Quels sont leurs arguments ? D'abord, l'Euro va supprimer les incertitudes liées au taux de change et les entreprises auront une meilleure visibilité. Finies les dévaluations compétitives et les manques à gagner pour ceux dont la monnaie se trouve renchérie. Une monnaie commune va "élargir" la circulation des capitaux et permettre une meilleure allocation des ressources. La limitation des déficits publics va permettre de libérer l'épargne des ménages au profit de l'investissement et de la croissance.

L'Euro, monnaie stable dans un contexte d'inflation maîtrisée, sera attractive pour les investis-seurs mondiaux, ce qui permettra de bénéficier de taux d'intérêts plus bas. Enfin, les coûts de conversion des monnaies pour toutes les transactions internes et les frais de couverture de change seront supprimés, ce qui représenterait un gain de plus de 0,5% du PIB de l'Union. (Source : Martine Laronche, *Le Monde*, 26 novembre 1997)

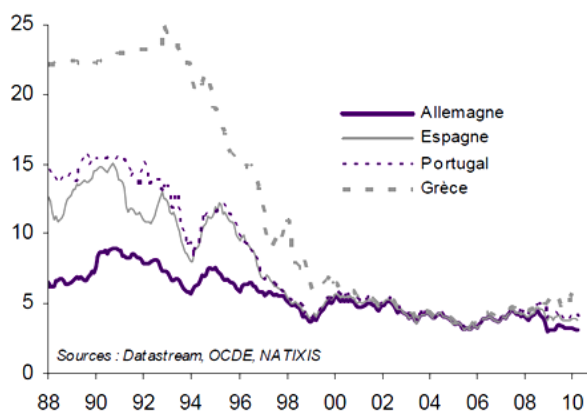
DOCUMENT 4 –

	Taux de chômage		Taux d'inflation		PIB par tête 100 = EU		Balance courante En % du PIB		Dettes publiques En % du PIB	
	1999	2009	1999	2009	1999	2009	1999	2009	1999	2009
Allemagne	8,2	8,6	0,6	1,2	112,6	104,2	- 1,2	3,6	60,9	73,4
France	11,0	9,6	0,6	1,4	104,1	103,6	1,0	- 4,3	58,2	79,7
Royaume-Uni	5,9	8,2	1,3	0,8	110,3	102,8	- 2,4	- 2,8	43,7	68,4
Espagne	12,5	17,3	2,2	1,1	66,7	80,1	- 2,7	- 6,9	40,9	50,8
Italie	11,0	8,8	1,7	1,9	90,9	90,8	1,0	- 2,6	113,7	113,0
Irlande	5,7	13,3	2,5	- 1,2	98,4	138,6	0,3	- 1,8	48,1	61,2
Zone Euro	9,3	10,0	1,1	1,5	94,7	97,0	0,4	- 1,9	71,6	77,7
UE	8,5	9,4	1,2	1,5	100	100	0,1	- 1,2	67,0	72,6
Etats-Unis	4,2	8,9	2,2	1,6	142,0	115,7	- 3,0	- 3,5	61,4	77,7
Japon	4,7	5,8	- 0,3	1,4	148,7	97,4	2,6	3,7	128,3	185,3

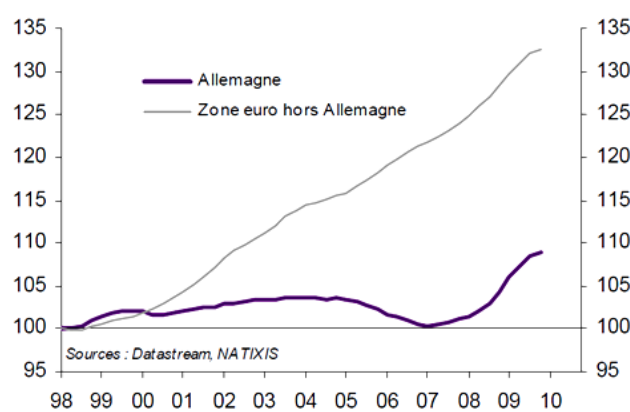
(Source : Eurostat 2010)

DOCUMENT 5 –

Graphique 7
Taux d'intérêt à 10 ans sur les emprunts d'État



Graphique 8
Coût salarial unitaire total (100 en 1998:1)



DOCUMENT 6 – Le cours de l'euro en dollar



LE BILAN DE L'UNION ECONOMIQUE ET MONETAIRE

Introduction :

- ✓ *Amorce* = La méfiance des marchés financiers envers la capacité de l'Etat Grec à rembourser sa dette s'est traduite, au début de 2010, par une baisse sensible de la valeur de l'euro vis-à-vis du dollar. Dix ans après son apparition, la monnaie européenne est-elle vouée à disparaître ?
- ✓ *Problématique* = Quels étaient les objectifs de l'intégration économique et institutionnelle des économies européennes faisant partie de l'Union européenne ? Comment cette intégration a-t-elle été menée ? Cette intégration a-t-elle eu les effets positifs escomptés par sa construction ? Les effets positifs constatés l'ont-ils emportés sur les effets négatifs ? Doit-on continuer dans cette voie ?
- ✓ *Annonce du plan* = Après avoir présenté les objectifs économiques de la construction européenne et les moyens utilisés pour y parvenir, nous tirerons un bilan mitigé de cette intégration économique et institutionnelle.

1 - LA MISE EN PLACE D'UNE ZONE ECONOMIQUE INTEGREE DEVAIT PROFITER A TOUS...

A - UNE INTEGRATION PAR LES MARCHES

Phrase introductive = On parle d'intégration économique lorsque des accords commerciaux entre nations aboutissent à la constitution d'un espace économique unique. L'intégration économique concerne un ensemble de pays proches d'un point de vue géographique et économique qui vont unifier leurs marchés. Cela s'accompagne de la création d'institutions communes chargées de gérer les intérêts communs des pays. Comment cette intégration a-t-elle été menée ? pour quels objectifs ?

- ✓ *La création d'un marché unique s'est faite en plusieurs étapes (Doc 1) :*
 - *L'union douanière* est la première étape du marché commun. Elle consiste à créer une zone de libre échange au sein des pays de la communauté économique européenne (CEE), c'est-à-dire d'abolir les droits de douane et les obstacles non-tarifaires au sein de la zone, tout en adoptant un tarif douanier commun dont les recettes alimenteront le budget de la communauté. Cette étape sera menée à son terme en 1968 (**Doc 1**).
 - *Le marché unique* est la deuxième étape de la création d'une union européenne. Il s'agit de libéraliser la circulation des hommes et des capitaux au sein de la zone tout en harmonisant les normes techniques sur les biens et services afin d'intégrer davantage les économies. Ceci sera réalisé en 1992 (**Doc 1**).
 - *L'union économique* va plus loin car elle suppose une coordination des politiques nationales en vue d'une zone économique intégrée. Elle se traduit ainsi par des politiques de démantèlement des monopoles publics et la surveillance des entreprises privées pour éviter les atteintes à la concurrence sur le marché unique.
- ✓ *La création du marché unique devait avoir plusieurs avantages pour économies intégrées dans l'Union (Doc 2) :*
 - *L'intégration économique devrait permettre la baisse des prix et donc l'augmentation du pouvoir d'achat des consommateurs.* En effet, la suppression des barrières douanières fait baisser les prix directement en supprimant les droits de douane, mais surtout indirectement en renforçant la concurrence entre les producteurs européens (extension des marchés). Par ailleurs, l'élargissement des débouchés renforce la spécialisation et permet la réalisation d'économies d'échelles (réduction des coûts liés à la taille), ce qui va là encore dans le sens d'une réduction des prix (**Doc 2**).
 - *L'intégration économique devrait augmenter la compétitivité des entreprises européennes au niveau mondial.* La baisse des prix accroît la compétitivité des producteurs européens par rapport au reste du monde: les exportations sont stimulées et les importations découragées. Mais l'amélioration de la compétitivité ne repose pas que sur les prix: l'intensification de la concurrence à l'intérieur de l'Europe pousse les entreprises européennes à innover, en même que l'élargissement rend l'innovation rentable (**Doc 2**).
 - *Cette hausse de la croissance dans les pays de l'Union européenne devait être favorable à la baisse du chômage et à un rétablissement des finances publiques.* En effet, une forte croissance permet la création d'emplois, ce qui diminue les dépenses sociales (moins de chômeurs à indemniser), et fournit des recettes fiscales (TVA, impôts sur les revenus) et sociales (hausse des rentrées des cotisations sociales). Les déficits budgétaires et sociaux sont donc appelés à disparaître (**Doc 2**).

B - UNE INTEGRATION PAR LES INSTITUTIONS

Phrase introductive = La mise en place de politiques communes et d'une monnaie unique a nécessité des institutions communautaires qui ont hérité d'une partie des pouvoirs des Etats-Nationaux. Quels sont les effets attendus de cette intégration par les institutions ?

- ✓ *Les politiques communes doivent préfigurer la construction d'un Etat fédéral et l'union politique (Doc 1).*
 - *Le budget européen finance deux grandes politiques : la politique agricole commune et les fonds structurels européens.* L'objectif de la première est d'inciter les agriculteurs européens à améliorer leur productivité afin de rendre l'UE autosuffisante en matière alimentaire. La seconde établit une solidarité entre pays riches et pays pauvres de la zone afin de permettre aux derniers de rattraper leur retard économique en matière d'infrastructures économique (**Doc 1**). C'est la Commission européenne qui coordonne ces politiques.
 - *Le pacte de stabilité et de croissance (PSC)* signé en 1997 est censé encadrer les politiques budgétaires des Etats qui ne doivent pas avoir des déficits publics supérieurs à 3% du PIB et une dette publique dépassant les 60% du PIB afin de stabiliser la valeur interne et externe de l'euro.
- ✓ *La mise en place d'une monnaie unique parachève le marché unique et devrait préfigurer l'union politique puisqu'il suppose un abandon de la souveraineté.* Sa gestion est confiée à une institution indépendante : la BCE. 16 pays de l'UE en font partie. L'euro devait présenter de nombreux avantages :
 - *Tous les acteurs vont réaliser des économies sur les coûts de transaction* puisqu'ils n'ont plus à payer les commissions de change (5% de l'opération de change) à l'intérieur de la zone.

- *L'autre avantage, c'est aussi qu'il n'y a plus d'incertitude*, toujours pour les échanges entre pays de la zone euro, sur le prix relatif des monnaies entre elles, puisqu'il n'y a plus qu'une seule monnaie (**Doc 3**).
- *Cela facilite donc la réalisation d'une réelle concurrence* entre les entreprises des pays membres de la zone euro. Or, on sait que la concurrence exerce une pression à la baisse sur les prix (**Doc 3**).
- *La stabilité monétaire devrait attirer les capitaux internationaux* (plus d'offre de capitaux) et la baisse des déficits publics devrait diminuer la demande de capitaux. D'où une baisse des taux d'intérêt à long terme favorable à l'investissement, à la croissance et à l'emploi (**Doc 3**).

2 - MAIS LES RESULTATS DE L'INTEGRATION NE SONT PAS A LA HAUTEUR DES ATTENTES

A - DES AVANCEES ECONOMIQUES...

Phrase introductive = L'intégration économique et l'élargissement de l'UE à un nombre croissant de pays (de 6 à 27) ont eu des effets positifs pour l'ensemble des pays de la zone.

- ✓ *L'Union européenne est la première puissance économique du monde*. Le PIB de l'UE II est supérieur de 21% à celui des États-Unis mais pour une population bien plus importante (près de 500 millions d'habitants au 1er janvier 2009 contre 302 millions pour les États-Unis). L'Union européenne est la première puissance commerciale du monde, avec près de 40% du commerce mondial. Sans compter les échanges intracommunautaires (la France réalise 66% des ses échanges internationaux avec les partenaires de l'Union). Les firmes européennes se sont renforcées. Les flux croisés d'IDE, qui ont pris souvent la forme de fusions-acquisitions, ont donné naissance à des firmes européennes de taille mondiale.
- ✓ *On peut observer une certaine convergence des niveaux de vie au sein de l'UE*. Les pays en retard de développement par rapport à la moyenne, ont connu une croissance plus élevée en moyenne que ceux qui étaient en avance. Les cas de l'Espagne et de l'Irlande sont les plus spectaculaires (**Doc 4**). Ces pays ont bénéficié des transferts de capitaux et de technologie des FTN européennes qui ont voulu profiter de leur avantage comparatif en terme de coûts salariaux. Enfin, ils ont bénéficié des fonds structurels européens pour moderniser leurs infrastructures économiques. Mais, l'élargissement aux pays de l'Est, plus pauvres, a retardé cette marche vers la convergence.
- ✓ *Après des débuts difficiles, l'euro est devenue jusqu'en 2010, une monnaie forte*. Elle s'est appréciée vis-à-vis du dollar en passant de 0,9 dollar pour 1 euro en 2002 à 1,5 dollars pour 1 euro en 2009 (**Doc 6**). Ceci a diminué le prix des importations et a amorti les hausses du prix du pétrole. La BCE a mené une politique anti-inflation en ayant des taux d'intérêt directeurs souvent supérieurs à celui de la FED. On peut observer une désinflation et une harmonisation de l'évolution des prix dans la zone (**Doc 4**). La fin de la volatilité des changes à l'intérieur de la zone a su attirer les capitaux étrangers ce qui a fait baisser les taux d'intérêts à long terme et les a harmonisés (**Doc 5**). En conséquence, les entreprises et les États ont pu emprunter moins cher des capitaux pour leurs investissements ou pour les dépenses publiques.

B - QUI BUTENT SUR UNE INSUFFISANTE COORDINATION DES POLITIQUES ECONOMIQUES

Phrase introductive = L'intégration économique et monétaire n'a pas su empêcher le déclin relatif de l'Europe et une crise de confiance vis-à-vis de l'euro. Comment ce déclin relatif se manifeste-t-il et quelles en sont les conséquences ?

- ✓ *Le rattrapage de l'UE vis-à-vis des États-Unis s'est arrêté à partir des années 1990*. L'UE a eu une croissance en moyenne inférieure à celle des États-Unis et à celle des pays émergents. D'autre part, la croissance de l'UE s'est ralenti dans les années 2000 par rapport aux années antérieures. Enfin, la crise de 2008-2009 a touché davantage l'UE que les autres zones économiques. En conséquence, le chômage est resté à un niveau élevé, supérieur à celui des autres pays (**Doc 4**).
- ✓ *De plus, d'importantes différences subsistent entre les pays*. D'une part, les taux de croissance ne sont pas les mêmes au sein de l'UE et les cycles sont souvent déconnectés ce qui montre que l'intégration n'est pas totale (la crise de 2009 faisant exception parce qu'elle est avant tout mondiale). D'autre part, les moteurs de la croissance ne sont pas les mêmes d'un pays de l'union à l'autre. La demande intérieure a soutenu la croissance espagnole ou la croissance française alors que les exportations ont dopé la croissance allemande (**Doc 4**).
- ✓ *En effet, les politiques économiques ont été différentes d'un pays à l'autre et n'ont pas été coordonnées avec celle de la BCE*.
 - *L'Allemagne a privilégié sa compétitivité*. En flexibilisant le marché du travail et en menant une politique rigoureuse en matière budgétaire, elle a pu freiner la hausse de ses coûts unitaires et dégager des excédents de sa balance courante au détriment des autres pays de la zone euro (**Doc 4 et 5**).
 - *Les autres pays ont préféré vivre au dessus de leur moyens*. La faiblesse des taux d'intérêt réels a incité les ménages, les entreprises et les États à s'endetter. La hausse de l'euro a rendu les exportations de ces pays moins compétitives. Leur balance courante est devenu fortement déficitaire alors que les États, pour soutenir la croissance après la crise, s'endettaient davantage. au risque de perdre la confiance des marchés financiers et de déclencher une crise de liquidité et de solvabilité faisant baisser l'euro (**Doc 4 et 6**).

Conclusion :

- ✓ *Rappel de la démonstration* = L'intégration économique des principaux pays européens devait déboucher peu à peu sur une intégration politique. Mais l'UE n'est pas allée jusqu'au bout de sa démarche en confiant à une institution supranationale la coordination des politiques budgétaires alors que la BCE avait le monopole de la politique monétaire. D'où des politiques divergentes qui ont freiné le dynamisme de l'UE.
- ✓ *Ouverture* = L'UE s'est souvent construite à la suite de crises institutionnelles. Les réponses récentes apportées à la crise de l'euro iront-elle dans le sens d'une plus grande cohérence des politiques économiques ?